

- Code 2 : vacances légales des ouvriers
- Code 3 : vacances complémentaires des ouvriers
- Code 5 : congé éducation payé
- Code 20 : repos compensatoire non rémunéré dans le cadre de la réduction de la durée du travail avec un salaire horaire majoré.

B = nombre moyen d'heure par semaine (exprimé en centièmes d'heure) pendant lequel la personne de référence est supposée travailler. Ces données sont communiquées dans les communications de la DMFA-LPC reçus via l'OGPCS.

On entend par "personne de référence" : la personne qui est occupée à temps plein dans la même entreprise ou, à défaut, dans la même branche d'activité, dans une fonction comparable à celle de l'ouvrier.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 16 décembre 2008.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances,
Mme J. MILQUET

- Code 2 : wettelijke vakantie voor arbeiders
- Code 3 : bijkomende vakantie voor arbeiders
- Code 5 : betaald educatief verlof
- Code 20 : onbezoldigde dagen inhaalrust in het raam van maatregelen tot vermindering van de arbeidstijd met verhoogde uurloon

B = Gemiddeld aantal uren per week (uitgedrukt in hondersten van uren) tijdens dewelke de maatpersoon verondersteld wordt arbeid te verrichten. Deze gegevens worden meegedeeld in de DMFA-WAP berichten ontvangen via de BASP.

Onder "maatpersoon" wordt verstaan de persoon die voltijds is tewerkgesteld in dezelfde onderneming of, bij gebrek daaraan, in dezelfde bedrijfstak, in een functie gelijkaardig aan deze van de arbeider.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 16 december 2008.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2009 — 187

[C - 2008/24532]

**Protocole d'Accord Règlement d'ordre intérieur
de la Conférence interministérielle Santé publique**

Règlement d'ordre intérieur
de la Conférence interministérielle « SANTE PUBLIQUE »

Considérant que la Conférence Interministérielle « Santé publique », a comme but ultime de mener une politique de santé publique intégrée;

Considérant que la Conférence Interministérielle « Santé publique » doit pouvoir se dérouler dans un esprit de consensus, de respect mutuel et d'égalité,

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement d'ordre intérieur, il faut entendre par la « Conférence » la Conférence interministérielle Santé publique, créée conformément à l'article 31bis de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

Art. 2. La Conférence est composée des membres, visés dans le tableau « Composition des Conférences interministérielles », conformément à la circulaire du 6 juillet 2005 relative aux conférences interministérielles; en fonction de points spécifiques mis à l'ordre du jour, cette composition peut être modifiée, après accord unanime des membres de la Conférence ainsi que du Comité de concertation.

Art. 3. § 1^{er}. La Conférence est présidée conformément au point 4.4. de la Circulaire relative aux Conférences interministérielles du 6 juillet 2005.

§ 2. Conformément à la notification de 10/09/2008 du Comité de Concertation, la Présidence tournante est régie par les principes suivants :

a) La Présidence est assurée en alternance chaque année en septembre, à l'exception de l'année 2008 où cette alternance ne débutera pas en septembre 2008 mais en janvier 2009.

b) Une période complète de rotation compte quatre ans.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2009 — 187

[C - 2008/24532]

**Protocol Akkoord Huishoudelijk Reglement
van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid**

Huishoudelijk reglement
van de Interministeriële Conferentie « VOLKSGEZONDHEID »

Overwegende dat de Interministeriële Conferentie « Volksgezondheid » tot uiteindelijk doel heeft een geïntegreerd volksgezondheidsbeleid te voeren;

Overwegende dat de Interministeriële Conferentie « Volksgezondheid » moet kunnen plaatshebben in een geest van consensus, wederzijds respect en gelijkwaardigheid,

Artikel 1. Voor de toepassing van dit huishoudelijk reglement moet worden verstaan onder de « Conferentie », de Interministeriële Conferentie « Volksgezondheid », opgericht overeenkomstig artikel 31bis van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. De Conferentie is samengesteld uit de leden, vermeld in de tabel « Samenstelling van de Interministeriële Conferenties », overeenkomstig de omzendbrief van 6 juli 2005 betreffende de interministeriële conferenties; afhankelijk van de specifieke punten die op de agenda staan, kan die samenstelling worden gewijzigd na unaniem akkoord van de leden van de Conferentie, alsook van het Overlegcomité.

Art. 3. § 1. De Conferentie wordt voorgezeten overeenkomstig punt 4.4 van de Omzendbrief betreffende de Interministeriële Conferenties van 6 juli 2005.

§ 2. Overeenkomstig de notificatie van het Overlegcomité van 10/09/2008, wordt het Voorzitterschap geregeld op grond van de volgende beginselen :

a) Het Voorzitterschap wordt afgewisseld elk jaar in september, met uitzondering voor het jaar 2008 waar de afwisseling niet begint in september 2008 maar in januari 2009.

b) Een volledige rotatieperiode telt vier jaar.

c) La Présidence de la Conférence est assurée respectivement par, dans l'ordre suivant :

- l'autorité fédérale;
- la Communauté flamande;
- la Région wallonne et la Communauté française
- la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone.

§ 3. La première année de rotation est l'année civile 2008.

Art. 4. En vue d'assurer la continuité, le Secrétariat de la Conférence Interministérielle sera assuré par le SPF Santé publique fédéral. Si le Ministre fédéral n'assure pas la Présidence, le membre qui, suivant le principe de la Présidence tournante assume cette fonction, peut désigner une personne qui assumera la fonction de personne de contact avec le Secrétariat fédéral.

Art. 5. § 1^{er}. La Conférence se réunit, soit de sa propre initiative, soit à la demande de son Président ou d'un membre de la Conférence. A l'issue de chaque Conférence Interministérielle, une date pour la prochaine réunion sera fixée.

En cas d'urgence, et indépendamment de tout délai, une Conférence Interministérielle peut être convoquée. Dans ce cas, il incombe au membre qui a convoqué cette Conférence d'en informer, et le Président, et le Secrétariat Fédéral qui se chargera d'établir les convocations nécessaires.

Art. 6. § 1^{er}. Les membres de la Conférence peuvent faire porter à l'ordre du jour tous les points qu'ils désirent voir examiner. A cet effet, le Secrétariat contacte préalablement les membres pour demander si ces derniers souhaitent mettre des points particuliers à l'agenda de la Conférence.

Si c'est le cas, ils déposent au Secrétariat fédéral, par e-mail, une fiche conforme aux modalités et au lay-out déterminés par le Secrétariat. Ils joignent les documents complémentaires et explicatifs qu'ils jugent utiles. La traduction des fiches est assurée par le Secrétariat fédéral sauf s'il en a été convenu autrement.

§ 2. Un groupe de travail, sous la Présidence du secrétaire de la Conférence et reprenant des représentants de chaque membre de la Conférence est créé. Un mois avant la Conférence Interministérielle, une réunion préparatoire de ce groupe de travail est organisée, réunion au cours de laquelle les membres de la Conférence préparent la réunion et fixent, de commun accord, l'ordre du jour de la Conférence Interministérielle. Durant la réunion préparatoire, sont traités les dossiers des groupes de travail existants et l'on décide également de la mise à l'agenda des points pour lesquels il n'y a pas eu jusqu'alors de groupes de travail.

§ 3. Afin de faciliter les travaux de la Conférence, la réunion préparatoire attribue un code à chaque document qui sera présenté à la Conférence, sur la base des principes suivants;

- a) Le document qui fait l'objet d'un consensus unanime de la réunion préparatoire reçoit un code A;
- b) Le document qui doit encore faire l'objet d'une discussion ou d'une réorientation éventuelle par la Conférence reçoit un code B;
- c) Le document qui est soumis pour simple information à la Conférence reçoit un code C;
- d) Le document qui propose à la Conférence la création d'un nouveau groupe de travail reçoit un code D;

§ 4. En cas d'urgence, la Conférence peut, avec l'accord de tous ses membres, délibérer sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour.

Art. 7. § 1^{er}. Le Président de la Conférence inscrit chaque affaire introduite conformément à l'article 6, § 1^{er}, à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Conférence.

§ 2. Le Président communique, par l'intermédiaire du secrétariat fédéral cet ordre du jour une semaine après la réunion préparatoire; les pièces doivent être déposées aux membres de la Conférence, au plus tard dix jours avant la Conférence Interministérielle.

Sauf exceptions, les groupes de travail doivent avoir finalisé leur document au plus tard une semaine après la réunion préparatoire.

c) Het Voorzitterschap van de Conferentie wordt respectievelijk door de volgende overheden waargenomen, in de volgorde zoals hierna aangeduid :

- de federale overheid;
- de Vlaamse Gemeenschap;
- het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap;
- de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. Het eerste rotatiejaar is het kalenderjaar 2008.

Art. 4. Met het oog op de continuïteit zal het Secretariaat van de Interministeriële Conferentie waargenomen worden door de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid. Indien de Federale minister het voorzitterschap niet waarneemt, kan het lid dat, overeenkomstig het principe van het roterend voorzitterschap, het voorzitterschap waarneemt, een persoon aanduiden die als contactpersoon fungeert ten aanzien van het Federaal Secretariaat.

Art. 5. § 1. De Conferentie vergadert, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Voorzitter of van een lid van de Conferentie. Na elke Interministeriële Conferentie wordt een datum voor de volgende vergadering vastgelegd.

In geval van hoogdringendheid en los van elke termijn kan een Interministeriële Conferentie worden bijeengeroepen. In dat geval dient het lid dat deze Conferentie heeft samengeroepen zowel de Voorzitter als het Federaal Secretariaat, dat de nodige oproepingsbrieven zal versturen, hiervan op de hoogte te stellen.

Art. 6. § 1. De leden van de Conferentie kunnen alle punten op de agenda laten plaatsen waarvan zij wensen dat ze onderzocht worden. Daartoe neemt het Secretariaat voorafgaandelijk contact op met de leden om te vragen of er specifieke punten zijn die ze op de agenda van de conferentie wensen te plaatsen.

In dat geval, maken ze per e-mail een fiche over aan het Federaal Secretariaat, conform de door het Secretariaat vastgelegde richtlijnen. Ze voegen de aanvullende en verklarende stukken toe die ze nuttig achten. De vertaling van de fiches wordt verzekerd door het federaal secretariaat behalve indien er anders is overeengekomen.

§ 2. Er wordt een werkgroep opgericht, voorgezeten door de Secretaris van de Conferentie, waarin vertegenwoordigers zijn opgenomen van ieder lid van de Conferentie. Een maand vóór de Interministeriële Conferentie wordt een voorbereidende vergadering van deze werkgroep belegd, tijdens dewelke de leden van de Conferentie de vergadering voorbereiden en, in onderlinge overeenstemming, de agenda van de Interministeriële Conferentie vastleggen. Tijdens de voorbereidende vergadering worden de dossiers van de bestaande werkgroepen behandeld en wordt eveneens beslist over het agenderen van punten waarvoor tot dan geen werkgroep heeft gefungeerd.

§ 3 Teneinde de werkzaamheden van de Conferentie te vergemakkelijken, kent de voorbereidende vergadering een code toe aan elk document dat zal worden voorgelegd aan de Conferentie, op grond van de volgende principes :

- a) Een document waarover bij de voorbereidende vergadering volledige consensus bestaat, krijgt code A;
- b) Een document dat nog besproken of eventueel geheroriënteerd moet worden door de Conferentie, krijgt code B;
- c) Een document dat louter ter informatie wordt voorgelegd aan de Conferentie, krijgt code C;
- d) Een document dat aan de Conferentie de oprichting van een nieuwe werkgroep voorstelt, krijgt code D;

§ 4. In geval van hoogdringendheid kan de Conferentie met de instemming van al haar leden beraadslagen over punten die niet op de agenda voorkomen.

Art. 7. § 1. De Voorzitter van de Conferentie schrijft elke overeenkomstig artikel 6, § 1, binnengekomen zaak in op de agenda van de eerstvolgende vergadering van de Conferentie.

§ 2. De Voorzitter deelt deze agenda mee, door tussenkomst van het Federaal secretariaat, uiterlijk één week vóór de datum van de vergadering. De stukken moeten verstuurd worden aan de leden van de Conferentie te laatste tien dagen vóór de Interministeriële Conferentie.

Behoudens uitzonderingen moeten de werkgroepen uiterlijk een week na de voorbereidende vergadering hun document hebben afgewerkt.

Art. 8. Sauf indisponibilité signifiée au Président, les membres de la Conférence peuvent se faire représenter par un collaborateur mandaté, ce dernier devant annoncer aux membres qu'il détient effectivement un mandat; si un membre ne peut être présent, il devra en informer le Secrétariat fédéral.

La Conférence doit en tout cas se réunir dans un esprit d'engagement et de concertation. Dans tous les cas, l'on s'efforcera de trouver un consensus pour chacun des dossiers traités.

Dans un but de fonctionnement optimal, chaque membre de la Conférence peut se faire accompagner d'une délégation limitée.

Art. 9. Les décisions prises à l'issue de la Conférence peuvent prendre la forme de 3 types de documents différents :

1. La « Déclaration Commune », le document dans lequel les différentes parties expriment leur volonté d'atteindre un but déterminé et de suivre une méthodologie et des procédures à mettre en place pour atteindre ce but.

2. Le « protocole d'accord », document dans lequel les parties sont arrivées à un consensus visant à réaliser une politique concrète dans un domaine particulier, et dans laquelle chacun des acteurs s'engage à l'exécuter, chacun dans le cadre des compétences de ses compétences.

3. « L'accord de coopération », document englobant la création et la gestion commune d'un service ou d'une institution, l'exercice conjoint de compétences ou le développement d'initiative en commun, en vertu de l'article 97ter de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles.

Ces documents doivent être signés et datés par chacun des Ministres concernés par le dossier. Ils sont repris sur le site web du SPF Santé publique www.health.fgov.be et sont publiés au *Moniteur belge*.

En dehors des 3 types de documents précités, les décisions prises durant la Conférence peuvent faire l'objet d'une notification spécifique.

Art. 10. En vue d'approfondir les dossiers mis à l'agenda de la Conférence Interministérielle, cette dernière peut mettre en place des groupes de travail « Intercabinets ». En fonction des dossiers et de l'expertise spécifique requise pour ces derniers, chacun de ces groupes de travail désigne sa propre Présidence. Le Secrétariat de ces groupes de travail sera assuré par le Service dont le président du groupe est responsable, sauf si le groupe de travail en décide autrement. S'il n'y a pas de Secrétariat spécifique désigné, c'est le Secrétariat Fédéral qui en assumera la charge.

Art. 11. Un projet de procès-verbal de la réunion de la Conférence reprenant la liste des membres présents, les décisions de la Conférence ainsi que les communications officielles qui lui ont été faites sont établis par le secrétariat et adressée aux membres de la Conférence dans le mois qui suit la réunion.

Si des remarques sont émises, le projet de procès-verbal est adapté; ce nouveau projet de procès-verbal est transmis aux membres.

Si dans le mois qui suit l'envoi de ce second projet de procès-verbal, aucune remarque n'est adressée au Secrétariat, le procès-verbal est réputé approuvé.

En tous cas, de manière formelle et protocolaire, le procès-verbal est toujours soumis à l'approbation définitive au cours de la réunion suivante de la Conférence.

Art. 12. Au plus tard le septième jour ouvrable avant la date de la réunion du Comité de concertation, le secrétariat envoie au Secrétariat central du Comité de concertation les ordres du jour et documents en vue de leur archivage, ainsi que les procès-verbaux des réunions et les convocations aux réunions adressées aux Membres de la Conférence dans le mois écoulé en vue d'être soumis, à titre d'information, au Comité de concertation. En cas d'urgence, ces derniers sont envoyés à une date qui permet qu'une information soit donnée au groupe de travail central du Comité de concertation.

Art. 8. Behoudens aan de Voorzitter genotificeerde onbeschikbaarheid mogen de leden van de Conferentie zich laten vertegenwoordigen door een gemandateerd medewerker, waarbij deze laatste aan de leden moet mededelen dat hij over een effectief mandaat beschikt; indien een lid niet aanwezig kan zijn, moet hij het Federaal Secretariaat hiervan op de hoogte brengen.

De Conferentie moet vergaderen in een geest van betrokkenheid en overleg. In elk geval zal men proberen voor elk van de behandelde dossiers tot een consensus te komen.

Met het oog op een optimale werking kan ieder lid van de Conferentie zich laten vergezellen door een beperkte delegatie.

Art. 9. De beslissingen die worden genomen naar aanleiding van de Conferentie kunnen de vorm aannemen van 3 verschillende types documenten :

1. De « Gemeenschappelijke Verklaring », het document waarin de verschillende partijen hun wil uitdrukken om een bepaald doel te bereiken en een methodologie en procedures te volgen die moeten worden opgezet om dat doel te bereiken.

2. Het « Protocolakkoord », een document waarin de partijen tot een consensus zijn gekomen om op een specifiek domein een concreet beleid te voeren waarin elk van de actoren zich ertoe verbindt dat uit te voeren, ieder binnen zijn eigen bevoegdheden.

3. Het « samenwerkingsakkoord », een document dat de oprichting en het gemeenschappelijk beheer behelst van een dienst of een instelling, het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden of het gezamenlijk uitwerken van initiatieven, krachtens artikel 97ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Die documenten moeten ondertekend en gedateerd worden door elk van de bij het dossier betrokken ministers. Ze bevinden zich op de website van de FOD Volksgezondheid www.health.fgov.be en worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Naast de drie bovenvermelde soorten documenten, zullen de beslissingen genomen tijdens de Conferentie het voorwerp uitmaken van een specifieke notificatie.

Art. 10. De Interministeriële Conferentie kan « Interkabinetten » werkgroepen oprichten teneinde de dossiers op haar agenda verder uit te diepen. Afhankelijk van de dossiers en de daartoe specifiek vereiste expertise wijst elke werkgroep zijn eigen voorzitter aan. Het Secretariaat van die werkgroepen zal waargenomen worden door de Dienst waarvan de voorzitter van de groep verantwoordelijk is, behalve indien de werkgroep daar anders over beslist. Indien er geen specifiek secretariaat is aangeduid, dan neemt het Federaal secretariaat dit voor zijn rekening.

Art. 11. Een ontwerp van notulen van de vergadering van de Conferentie bevattende de lijst van de aanwezige leden, de beslissingen van de Conferentie, alsook de aan de Conferentie gedane officiële mededelingen worden door het Secretariaat opgesteld en aan de leden van de Conferentie toegestuurd binnen de maand die volgt op de vergadering.

Indien er opmerkingen worden geformuleerd, wordt het ontwerp van notulen aangepast; dit nieuwe ontwerp van notulen wordt aan de leden bezorgd.

Indien binnen de maand na de toezending van dit tweede ontwerp van notulen geen opmerkingen worden gemaakt bij het Secretariaat, worden de notulen geacht goedgekeurd te zijn.

In elk geval worden de notulen op formele wijze steeds op de volgende vergadering van de Conferentie ter definitieve goedkeuring voorgelegd.

Art. 12. Uiterlijk de zevende werkdag vóór de vergadering van het Overlegcomité zendt het secretariaat aan de Centrale Secretarie van het Overlegcomité de agenda's, de documenten met het oog op hun archivering, alsmede de notulen van de vergaderingen en de bijeenroepingen van de vergaderingen die geadresseerd zijn aan de leden van de Conferentie in de afgelopen maand, om ze ter informatie over te maken aan het Overlegcomité. In geval van hoogdringendheid moeten deze laatste gezonden worden op een datum die toelaat dat informatie wordt gegeven aan de centrale werkgroep van het Overlegcomité.

Art. 13. Le présent règlement entre en vigueur le 8 décembre 2008.

Pour l'Autorité fédérale :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Pour le Gouvernement flamand :

Le Ministre du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
S. VANACKERE

Pour le Gouvernement régional wallon :

Le Ministre de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Santé, de l'Enfance et de l'Aide à la Jeunesse,
Mme C. FONCK

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre de la Formation et de l'Emploi,
des Affaires sociales et du Tourisme,
B. GENTGES

Pour le Collège réuni
de la Commission communautaire commune
de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le membre du Collège réuni,
compétent pour la Politique de Santé,
G. VANHENGEL

Pour le Collège réuni
de la Commission communautaire commune
de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le membre du Collège réuni,
compétent pour la Politique de Santé,
B. CEREXHE

Art. 13. Dit reglement treedt in werking op 8 december 2008.

Voor de Federale Overheid :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Vlaamse Regering :

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
S. VANACKERE

Voor de Waalse Gewestregering :

De Minister van Gezondheid,
Sociale Actie en Gelijkheid van Kansen,
D. DONFUT

Voor de Franse Gemeenschapsregering :

De Minister van Gezondheid, Kinderen en Jeugdhulp,
Mevr. C. FONCK

Voor de Duitstalige Gemeenschapsregering :

De Minister van Vorming en Tewerkstelling,
Sociale Aangelegenheden en Toerisme,
B. GENTGES

Voor het Verenigd College
van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Het lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
G. VANHENGEL

Voor het Verenigd College
van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Het lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,
B. CEREXHE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2009 — 188

[C — 2008/24533]

**Déclaration d'intention des entités fédérales et fédérées
Conférence interministérielle décembre 2008**

Considérant que lors de la conférence ministérielle européenne de l'OMS sur les systèmes de santé à Tallin le 28 juin 2008, la Belgique s'est notamment engagée « à promouvoir la transparence et rendre des comptes quant à la performance des systèmes de santé, dans la production de résultats mesurables ».

Considérant que cet engagement rejoint une des priorités en matière de santé publique conclue dans l'accord gouvernemental du 18 mars 2008 à savoir que : « les performances de notre système de santé y compris en ce qui concerne la qualité seront évaluées sur base d'objectifs mesurables. »

Considérant que la Ministre de la Santé Publique et des Affaires sociales a invité l'ensemble des Ministres concernés à participer à cet objectif lors de la conférence interministérielle de mars 2008, notamment en demandant que les administrations fédérées de santé publique et affaires sociales rejoignent les administrations fédérales pour l'accompagnement d'un projet qui sera réalisé par le KCE et l'ISP et sera coordonné par l'INAMI.

Etant entendu que ce projet devra répondre aux aspects suivants :

- 1) Inventaire des systèmes de performance dans les autres pays qui débouchera sur la l'élaboration d'un cadre conceptuel en Belgique.
- 2) Inventaire des besoins pour un tel outil auprès des décideurs.
- 3) Etat des lieux et validité des outils existants.
- 4) Rapport martyr sur la performance du système de santé Belge.
- 5) Utilisation du rapport martyr à des fins de bonne gouvernance.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2009 — 188

[C — 2008/24533]

**Intentieverklaring van de federale overheid en de deelgebieden
Interministeriële Conferentie december 2008**

Overwegende dat tijdens de Europese ministeriële conferentie van de WGO over de gezondheidssystemen in Tallin op 28 juni 2008 België zich er meer bepaald toe heeft verbonden « de transparantie te bevorderen en rekenschap af te leggen over de performantie van de gezondheidssystemen door meetbare resultaten voor te leggen ».

Overwegende dat die verbintenis aansluit bij een van de prioriteiten op het vlak van de volksgezondheid die zijn vastgelegd in het Regeerakkoord van 18 maart 2008, meer bepaald dat : « de performantie van onze gezondheidssystemen alsook de kwaliteit op basis van meetbare doelstellingen zullen worden geëvalueerd. »

Overwegende dat de minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken alle betrokken ministers heeft verzocht om tijdens de interministeriële conferentie van maart 2008 aan die doelstelling mee te werken, meer bepaald door te vragen dat de deelbesturen van volksgezondheid en sociale zaken toenadering zouden zoeken tot de federale rijksbesturen rond de begeleiding van een project dat zal worden uitgevoerd door het KCE en het WIV en gecoördineerd door het Riziv.

Met dien verstande dat dit project aan de volgende aspecten zal moeten beantwoorden :

- 1) Overzicht van de performantiesystemen in de andere landen dat zal leiden tot de uitwerking van een conceptueel kader in België.
- 2) Overzicht van de behoeften voor een dergelijke tool bij de beleidsmakers.
- 3) Stand van zaken en geldigheid van de bestaande tools.
- 4) Sneuveltekst over de performantie van het Belgische gezondheids-systeem.
- 5) Gebruik van de sneuveltekst in het belang van het goed bestuur.